

<https://ricochets.cc/Retraites-des-greves-economiques-a-la-greve-generale-politique.html>



Retraites : des grèves économiques à la grève générale politique ?

- Les Articles -



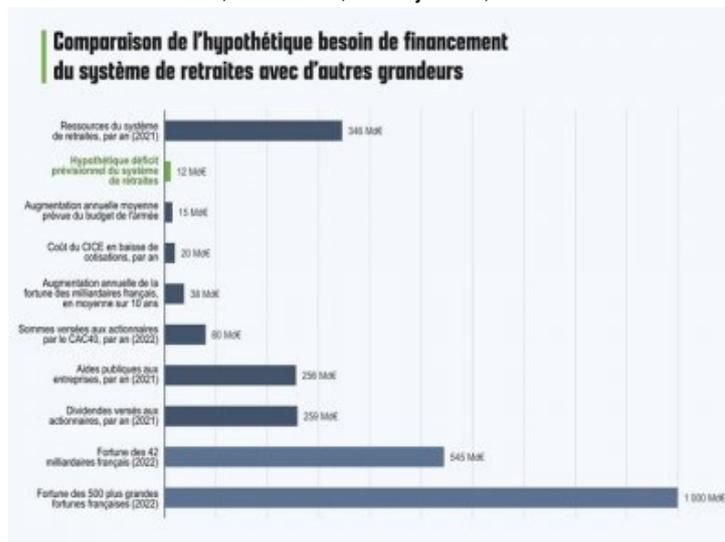
Date de mise en ligne : mardi 24 janvier 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Des grèves s'organisent, la contestation se met en place (programme plus bas).

C'est le moment de se lever nombreux.ses pour déborder le cadre et viser des objectifs conséquents.

Lancer une première salve de revendications, et affiner, en rajouter, ensuite ?



Retraites : des grèves économiques à la grève générale politique ?

Radicalisons nos mots d'ordre !

► [Radicalisons nos mots d'ordre !](#)

La mobilisation contre la réforme des retraites nous offre la possibilité d'avancer des revendications plus radicales que celles portées par la gauche parlementaire et syndicale : contre le travail, sa division raciste et son poids sur nos vies, etc.

19 JANVIER : NOUS SOMMES ENTRÉS DANS UNE NOUVELLE PHASE DE LA LUTTE DE CLASSES

Le 19 janvier, il s'est passé quelque chose.

Après 40 ans de reculs sociaux, ce quelque chose a le parfum des mobilisations où l'on gagne. C'est une nouvelle phase de la lutte des classes qui commence et qui a été rendu perceptible largement ce 19 janvier par la masse des manifestants et des grévistes. Des grèves et des luttes avaient pris depuis déjà quelques temps un tour plus offensif sur les salaires autour des raffineurs, ne se battant plus seulement « contre » des attaques mais « pour » un mieux, comme les électriciens et gaziers et quelques autres qui obtenaient à l'issue de cette phase ouverte par les raffineurs une augmentation de 200 euros, plus que l'inflation. Mais ce 19 janvier suivi du 21 janvier de la jeunesse qui prolongent le 18 octobre du mouvement des raffineurs, franchissent une étape de plus avec le combat pour la retraite qui fait entrer cette fois des millions de travailleurs dans la lutte pour une autre politique, pour un autre monde.

L'histoire sociale du pays s'est en effet construite en grande partie autour de la question des retraites parce qu'elle concentre en elle deux visions du monde : celle des eaux froides du calcul égoïste des capitalistes d'un côté et celle de la générosité, du partage, de la communauté et de l'humanité de l'autre. C'est pourquoi le

droit à la retraite, au temps libre, concentre en elle la mémoire des luttes d'hier et est un flambeau qu'on se transmet de générations en générations. C'est pourquoi après le 19, la jeunesse dans la rue le 21 a fait de la retraite une question de jeunes.

Bien sûr, la prochaine date de mobilisation de l'intersyndicale le 31 janvier est tardive. Elle ne reflète pas ce que pense l'avant-garde populaire qui attend ce moment depuis longtemps. Cependant, cette date reflète la conscience du gros des troupes parce que celui-ci ne comptait pas le 19 janvier entrer avec espoir dans une lutte prolongée mais voulait juste dénoncer une réforme injuste. Cependant, le nombre de participant a montré à leur propre conscience qu'il se levait quelque chose et que leur résignation pourrait bien appartenir au passé. Cela a fait naître le début d'un espoir : il est peut être possible de gagner. C'est pourquoi le 31 pourrait faire entrer dans la lutte cet espoir né chez des millions et de millions de personnes. Ainsi le 31 pourrait dépasser encore le succès du 19 et être bien plus qu'une journée mais un tsunami, le début d'une marche vers la grève générale.

De leurs côtés, les secteurs les plus avancés dans la lutte, les raffineurs, les électriciens et gaziers, les dockers, les cheminots, les enseignants, la jeunesse par leurs syndicats, leurs Assemblées Générales régionales ou leurs coordinations naissantes et, bien sûr, les Gilets Jaunes, appellent pour la plupart autour de l'initiative des raffineurs à deux jours de grève les 26 et 27 janvier avec souvent des manifestations le 26 au soir pour élargir le mouvement, puis à trois jours de grève les 6,7 et 8 février et la grève reconductible dans la foulée tandis que d'autres secteurs veulent faire deux jours de grève les 31 janvier et 1er février et que d'autres encore veulent commencer la grève reconductible le 31 janvier et certains comme les électriciens dès le 23. Ils ont tous mille fois raison. C'est à la fois l'illustration de la révolte qui monte et des différents niveaux de conscience qu'elle entraîne, en même temps c'est ce qui contribuera à faire l'énorme succès qui s'annonce du 31 janvier et encore c'est ce qui permettra les débuts de la construction d'une auto-organisation indépendante des calculs des grandes confédérations syndicales, et qui permettra la réalisation de l'unité et la centralisation nécessaire à la marche en avant du mouvement pour être plus efficace et aller jusqu'à contester Macron, toute sa politique et son régime. Comme le scandaient les jeunes ce 21 janvier : « Macron t'es foutu, la jeunesse est dans la rue ! »

Ce qui se passe en France n'est pas indépendant de ce qui se passe ailleurs, notamment en Grande-Bretagne, mais pourrait être une étape de plus dans le mouvement général qui se dessine en Europe.

En Grande-Bretagne, la vague des grèves pour les salaires, comme en n'en a jamais vues de cette ampleur et cette durée, parce qu'elles durent depuis 7 mois et s'intensifient encore en janvier 2023, sont offensives, durables, déterminées et soutenues majoritairement par la population avec un certain nombre des succès où les travailleurs ont obtenu 20% d'augmentation. Elles indiquent le chemin que prend peu à peu la lutte de classe pour l'ensemble des travailleurs, dans toute l'Europe, confrontés partout aux mêmes causes, et aux mêmes effets. L'inflation qui dépasse (officiellement) les 11% au Royaume-Uni, un pays où la protection sociale est quasiment inexistante, a fait voler en éclat le pacte social tacite qui entravait le développement et l'amplification des luttes. Et c'est la même tendance en Grèce, Belgique, Espagne, Italie, Portugal, Irlande, Allemagne, Autriche, Suisse et dans les anciens pays de l'Est.

En même temps, les grèves salariales britanniques butent devant le même obstacle qu'elles rencontrent partout, de la Grèce à la Belgique, en passant par l'Italie ou la France et l'Espagne ou encore le Portugal, la difficulté d'une part à s'unifier face à la volonté acharnée des directions syndicales - qui sont aussi des directions politiques de gauche - à les maintenir émietées et d'autre part, et c'est lié à ce premier aspect, leur difficulté à dépasser le cadre strictement économique dans lesquelles elles sont pour le moment cantonnées .

Les directions syndicales sont en effet tellement ossifiées et installées qu'elles défendent le système capitaliste contre ce qui dans la montée des luttes peut tendre à le contester globalement. Or, vu la masse des attaques subies de tous côtés, inflation, limitation des droits ouvriers, réduction des protections sociales (retraites, maladie, chômage), dégradation des services publics, attaques contre les droits démocratiques, inaction climatique... la tendance à l'unification des luttes aujourd'hui au travers de la

question des retraites en France signifie inévitablement la marche vers une contestation globale, vers la politisation, c'est-à-dire, la compréhension que pour se défendre aujourd'hui il faut attaquer, contester le pouvoir politique et le système qu'il défend et donc déborder le cadre syndical traditionnel. En passant de défensives à offensives, les grèves tendent aussi à passer d'économiques à politiques, tendent de passer de la défense de ce qui est, à la lutte pour un mieux-être, ne plus survivre mais vivre, bref à contester tout l'ordre social.

Or, en France, c'est ce qu'est en train d'ouvrir le conflit sur les retraites, parce que d'une part c'est une remise en cause globale de la vie ouvrière et d'autre part parce que c'est une mesure d'abord politique décidée centralement par le gouvernement. La lutte pour les retraites unifie automatiquement toutes les professions, toutes les colères, tous les combats, en un seul tout en mettant très rapidement à l'ordre du jour de dégager Macron par une grève générale politique, comme c'était déjà le slogan dans de nombreuses manifestations du 19 et comme le scandaient les jeunes le 21 « **Tous ensemble, tous ensemble, grève générale, grève générale** » derrière l'intervention en ce sens d'Olivier Besancenot. Beaucoup comprennent bien qu'il faut au moins ce niveau de lutte pour atteindre ce but, d'autant qu'on sait, parce que tout est lié, qu'une victoire sur les retraites entraînerait une sur les salaires, sur les droits des chômeurs, pour les services publics, etc. **Et donc, de plus en plus de gens comprennent et vont comprendre la nécessité d'une lutte d'ampleur pour faire tomber le premier domino.**

De plus, une victoire en France sur les retraites contre Macron, le faisant chuter, ou le faisant reculer de manière démonstrative parce qu'il craindrait de tomber, serait aussi une victoire pour tous les travailleurs d'Europe - voire au delà - comme l'ont dit ce 19 janvier des syndicalistes espagnols venus manifester à Perpignan expliquant qu'un succès français serait un immense appui aux luttes des travailleurs espagnols ou aussi des militants russes à Paris ce 21 janvier expliquant l'encouragement que ce serait pour les travailleurs russes et par conséquent pour la fin de la guerre en Ukraine. Une telle victoire ouvrirait le chemin aux grandes luttes économiques actuelles des travailleurs britanniques vers la contestation politique du pouvoir afin de gagner sur les salaires, avec déjà presque en même temps, une grève générale économique le 1er février en Grand-Bretagne - ce qui n'était pas arrivé depuis 1926 - et plus politique le 31 janvier en France, un ensemble qui pourrait alors faire rapidement boule de neige en Europe.

Macron aura mis le feu à l'Europe.

Cette dynamique générale et cette articulation entre les conflits sociaux à caractère plus politique en France et plus économique en Grande-Bretagne et la capacité d'entraînement de ce couple sur toute l'Europe n'est pas nouvelle. C'est même là-dessus que s'est en grande partie construit le marxisme autour des révolutions de 1848 en Europe avec en plus la philosophie allemande, mais c'est aussi aujourd'hui où on assiste à l'émergence d'une nouvelle pensée critique de l'homme ne subissant plus les déterminismes historico-sociaux, mais sans les nier, agissant librement en leurs seins.

Nous entrons réellement dans une nouvelle période de la lutte de classe.

Jacques Chastaing le 22.01.2023



Retraites : des grèves économiques à la grève générale politique ?

RETRAITES : LE GOUVERNEMENT FÉLICITE NOTRE DOCILITÉ COLLECTIVE

« Rien à foutre ». C'est en substance ce que tous les membres du gouvernement répètent dans les médias depuis jeudi, suite à la grève historique avec 2 millions de personnes dans la rue. Pire, le pouvoir félicite même la gentillesse de cette première mobilisation, tout en accélérant sa réforme :

; Dès jeudi, la Première Ministre « saluait » les organisations syndicales pour le calme des manifestations.

; Le ministre Gabriel Attal a fait de même ce week-end à la télévision, en félicitant une mobilisation « responsable » grâce aux « services d'ordre des syndicats ». Quand un régime de managers irresponsables au service d'ultra-riches nous trouve « responsables », c'est inquiétant.

; Olivier Véran, porte-parole du gouvernement, a même craché au visage des millions de personnes en lutte. Il a déclaré « il y aurait eu 700.000 ou 1.300.000 de personnes, ça ne change pas les choses ». Traduction : il peut même y avoir 10 millions de manifestant-es, si cela consiste en une marche bien cadrée chaque semaine, on est tranquilles.

; Ces paroles se traduisent en actes. Dès demain lundi 23 janvier, le gouvernement présente sa réforme des retraites en Conseil des ministres. Et il veut aller très vite. Plusieurs journaux, rapportant la parole de ministres, expliquent que Macron compte sur « l'érosion de la mobilisation » et la « lassitude ». Un ministre a même déclaré : « On demande aux gens de travailler deux ans de plus, on ne s'attendait pas à être accueillis avec des fleurs ». En clair, ils savaient qu'il y aurait une forte mobilisation, mais cela ne leur fait pas peur.

; Il n'y a donc pas besoin d'être de grands stratèges pour comprendre dans un combat que quand l'ennemi nous félicite, c'est mauvais signe. Et si on prenait le contre-pied de ce que dit le gouvernement ? Arrêter d'être sages et discipliné-es, ne pas faire ce qu'ils attendent de nous, essayer de ne pas reproduire les

mouvement perdants des dernières années. Ceux qui consistent à faire des « journées » séparées d'une semaine, pendant des mois, sans rien obtenir. Tout cela, le gouvernement s'en moque. En revanche, les médias et le pouvoir s'étranglent quand il s'agit de coupures de courant, de pénurie de carburant ou de paralysie de l'économie. C'est bon signe. De même, ils sont terrifiés par les modes opératoires des Gilets Jaunes : des blocages, des occupations, des manifestations très énervées dans les beaux quartiers et devant les lieux de pouvoir.

Écoutons l'ennemi, il nous explique la marche à suivre.

(post de Contre Attaque)



Retraites : des grèves économiques à la grève générale politique ?

L'opinion d'Alfred : « D'où je suis, je vois ça comme ça : la seule chose qui pourrait faire reculer Macron, ce sont des mouvements de la base qui déborderaient de partout les échéances et les initiatives syndicales. S'il sent que les Centrales n'arrivent plus à contrôler le mouvement, il peut craindre une nouvelle crise du genre gilets jaunes et vu sa fragilité politique et son défaut de légitimité dans le pays, il est possible qu'il craque. Sinon il va continuer à danser la valse avec les »partenaires sociaux « avant d'assurer sa contre-réforme et de passer à autre chose »

J'approuve vivement l'opinion alfredienne et me permets d'ajouter : dans cette valse codifiée par des décennies de pratique, la seule inconnue, c'est le nombre de jours que laissera passer la CFDT avant de se laisser embrasser.

(Par Serge Quadrupani)



Retraites : des grèves économiques à la grève générale politique ?

A la jeunesse en guerre contre le vieux monde

Le mouvement social qui a débuté ce jeudi 19 janvier 2023 a été qualifié d'historique en raison de la très forte mobilisation que nous avons pu observer dans toutes les grandes et moins grandes villes de France.

Mais il y a un élément marquant et incontournable qui a largement été passé sous silence : celui du retour d'une partie de la jeunesse au sein des cortèges.

Que cela soit au sein des différents cortèges du 19, ou à l'occasion de la manifestation parisienne du samedi 21, les moins de 25 ans étaient largement représentés.

La lutte qui s'annonce va être portée à bout de bras par des bases syndicales radicalisées, qui ne pourront pas obtenir gain de cause à elles seules.

Et l'élément déterminant ici dans le rapport de force sera sans aucun doute l'implication de la jeunesse. C'est elle qui avait rebattu les cartes durant les mobilisations de 2016 en imposant un cadre innovant et imprévisible.

C'est aussi elle qui en a payé le prix cher, que le régime de Macron s'est empressé de réprimer avec une violence jusqu'à présent inédite aux abords des lycées, au début du mouvement des Gilets-Jaunes comme en témoignent les événements de Mantes-la-Jolie.

Sa capacité à se mobiliser spontanément hors de tout cadre est un facteur clé dont le mouvement ne peut se passer.

L'Etat le sait, et c'est pourquoi la moindre initiative qui s'apparente de près ou de loin aux prémices d'une mobilisation estudiantine ou lycéenne est réprimée dans la violence.

De l'AG post manif à Strasbourg évacuée par les CRS au Lycée parisien Hélène Boucher gazé par la police, nombreux sont les exemples recensés le jeudi 19 janvier.

Ces dernières années, les jeunes qui ont tenté de se mobiliser face aux dérives de l'Etat en matière de politique sociale ou environnementale se sont retrouvés bien seuls face aux gaz de la police.

Et pourtant nombre d'entre eux étaient présent-es cette semaine.

Nous ne pouvons que saluer leur mobilisation et leur détermination, et appeler sans y croire à une prise de responsabilité émanant du corps enseignant ou des fédérations de parents d'élèves.

Aux lycéens et aux étudiants : Continuez ! Poursuivez vos efforts !

Prenez le temps d'expliquer votre démarche aux plus dubitatifs et ne tenez pas compte des remarques de celles et ceux qui voudront vous imposer un cadre.

Soyez indomptables !

Car il ne s'agit pas seulement des retraites.

Il s'agit ici de se battre pour tout ce que l'Etat tente de détruire.

A commencer par la planète, mais également notre système de santé, l'école publique, le système de redistribution, la sécurité sociale, et tout ce qui rend notre asservissement au capitalisme un tant soit peu supportable.

Il s'agit aussi de refuser un système qui veut vous uniformiser à coup de propagande républicaine en globalisant un SNU bientôt obligatoire.

Un système raciste et patriarcal que vous êtes de plus en plus nombreux à remettre en cause, à plus forte raison que vous le subissez parfois directement.

Il s'agit un tout, d'un avenir de merde que les générations passées vous ont laissé et de votre refus à accepter cette fatalité.

L'Etat craint un blocage durable de l'économie, mais il peut l'encaisser, à la différence des travailleur-euses précaires qui ne peuvent faire grève indéfiniment.

Mais ce que craint par-dessus tout le gouvernement c'est une mobilisation massive de la jeunesse, car celle-ci sera impossible à canaliser et que vous venez d'horizons sociaux très différents susceptibles de se rencontrer pour une cause juste.

Soyez comme l'eau, vifs et insaisissables, aucun barrage ne vous résistera !

(post de Cerveaux non disponibles)

LU DANS *INFORMATIONS OUVRIERES* N°740

« C'est la perspective terrifiante d'être trié à 18 ans, précarisé à 20 et de mourir au travail »

■ La parole à **Eliot Gafanesh**, lycéen en terminale à Mulhouse et secrétaire général du syndicat La Voix lycéenne

Macron a décidé de liquider l'avenir de la jeunesse et de faire vivre aux jeunes un enfer. D'abord, prenons les réformes du lycée, que ce soit la réforme Blanquer ou la réforme de la filière pro, qui mettent une pression gigantesque sur des élèves qui ont un trimestre en moins pour réviser leur bac. Un bac qui en réalité a été démantelé puisque le contrôle continu compte pour 40 %. Parcoursup ouvre ce 20 janvier. C'est la panique pour les lycéens. Chaque lycéen se demande s'il ne fera pas partie de tous ceux qui n'auront tout simplement aucun vœu satisfait ou qui fera partie de tous ceux qui devront aller dans la filière que la plateforme aura choisie pour eux avec tous les risques d'échec que cela implique...

En ligne de mire, il y a une autre inquiétude qui est reliée, celle de se voir rejoindre la masse toujours plus grande de travailleurs précarisés. C'est une catastrophe. La jeunesse veut que cette poli-

tique s'arrête. Elle n'a jamais cessé de le dire. Mais pour seule réponse de ce gouvernement, c'est l'envoi des forces de l'ordre dans les blocs de lycéens... Voilà comment on est traités. Et voilà dans quel contexte arrive la réforme des retraites et surtout la mobilisation qui aujourd'hui s'engage. La réforme des retraites, c'est la perspective terrifiante d'être trié à 18 ans, précarisé à 20 et de mourir au travail.

Tu penses donc que les lycéens vont rejoindre la mobilisation?

J'en suis sûr. Que ce soit le 19 dans la rue ou le 21 à Paris, les lycéens seront au rendez-vous. Aujourd'hui, des dizaines de lycéens isolés prennent contact avec le syndicat, via les réseaux, pour organiser la mobilisation dans leur lycée. Ils se demandent comment bloquer le lycée ou comment organiser une assemblée générale. C'est quelque chose que l'on ne voyait pas dans ces proportions avant. ■

Retraites : des grèves économiques à la grève générale politique ?

DIVERS

- [Chomeuse go on](#) - Dans la nuit du 20 au 21 janvier, nous avons brisé les vitres du Pole emploi rue Bloch dans le 7e arrondissement de Lyon. Nous avons brisé ces vitres comme eux brisent un outil de solidarité entre

travailleur-euses.

- [Entrer en résistance pour les retraites \(et pour le reste aussi\)](#) - Nous relayons cet article rédigé quelques jours avant ce jeudi 19 janvier, où plus d'un million de personnes se sont mêlées à travers la France aux manifestations d'opposition à la réforme des retraites.

Un texte qui rappelle les défaites cuisantes infligées aux gouvernements Balladur et Villepin contre le CIP et le CPE, mais qui appelle surtout à diversifier les stratégies et les modes d'action.



Retraites : des grèves économiques à la grève générale politique ?

La CGT-Énergie de Marseille veut mettre les boulangers en tarif réduit

Après les coupures ciblées à l'encontre des élus qui soutiennent la réforme des retraites et la menace de Philippe Martinez de couper le courant aux milliardaires, la CGT-Énergie commence décidément cette grève sur les chapeaux de roues !

Faisant face à une crise sans précédent dûe à l'inflation et plus particulièrement à la hausse du coût énergétique, des boulangers manifestaient aujourd'hui à Paris devant Bercy.

Interrogé par BFM, le secrétaire général de la CGT-Énergie Marseille assume tout, jusqu'à l'illégalité de ses actes et la prise de risques qui l'accompagne.

"Concrètement, c'est de faire une manipulation sur le compteur pour que les boulangers puissent avoir un tarif soit de 50%, soit de 60% gratuit" (...) "c'est complètement illégal, c'est aussi complètement moral pour nous" (...) "l'idée, c'est que comme les boulangers sont mobilisés, il faut créer un lien avec le monde du travail qui, lui, est en train de se battre contre cette réforme des retraites injuste".

Un geste salubre pour la lutte, car ne nous leurrions pas, c'est en diversifiant les luttes et en incluant des secteurs peu habitués à la contestation que nous aurons plus de chances d'aller jusqu'au retrait, dans une optique de solidarité de classe.

(post de Cerveaux non disponibles)

V MARSEILLE : DES SYNDICALISTES FONT BAISSER LE PRIX DE L'ÉNERGIE POUR DES BOULANGERS

► Convergence en actes -

Ce lundi 23 janvier, des milliers de boulangers et boulangères ont manifesté à Paris, face au ministère de l'économie, contre la hausse des prix de l'énergie. Avec l'explosion des profits des grands patrons du secteur et la spéculation sur le gaz et l'électricité, le gouvernement laisse les boulangers en détresse, avec des factures intenable. Certaines boulangeries doivent mettre la clé sous la porte.

À Marseille, des syndicalistes appliquent une solution concrète et efficace. Ce lundi, la CGT-Énergie a revendiqué le passage en tarif réduit de plusieurs boulangers de la ville. Le syndicat explique : « Ils subissent le même mécanisme que nous, à savoir : une minorité se gave et toute la population trime. L'heure est arrivée de montrer que le temps de l'abondance capitaliste est terminé. » Une convergence de fait entre deux luttes, et deux professions. L'ébauche d'autres initiatives solidaires ?

Comment marche cette action ? « Concrètement » il s'agit de « faire une manipulation sur le compteur pour que les boulangers puissent avoir un tarif soit de 50%, soit de 60% gratuit », explique le secrétaire général de la branche locale du syndicat. En décembre, la CGT-Énergie avait déjà basculé tout un quartier populaire de Marseille en tarif « heure creuse ». Et ces derniers jours, contre la casse des retraites, plusieurs coupures de courant ont visé des entreprises et des lieux de pouvoir.

Pour casser l'opposition entretenue par les médias entre les différents secteurs du monde du travail, le syndicaliste explique à RMC : « la marge des spéculateurs fait que les boulangeries ferment. Ce n'est pas à cause de nos salaires, ce n'est pas à cause de notre régime spécial ». Les salariés de l'énergie sont doublement touchés par la contre-réforme de Macron : à la fois par le recul de l'âge de la retraite et par la suppression des régimes spéciaux. Qui rétablit le courant lors de tempêtes, ou escalade les pylônes ? Ce sont eux. Et le gouvernement voudrait forcer ces agents à trimer en situations délicates jusqu'à épuisement.

Pour revenir à l'action de Marseille, le syndicat compte communiquer le chiffre du nombre de boulangers aidés, mais sans dévoiler précisément qui aura bénéficié de la mesure, car même si l'action est une mesure de justice sociale, elle est illégale.

Puisque la grève seule ne suffit plus pour se faire entendre, la multiplication des actions de désobéissance, de redistribution et de sabotage fera peut-être céder le gouvernement. En tout cas, elle montre que la solidarité n'est pas un vain mot, et que le pouvoir en place est nuisible et inutile.



Retraites : des grèves économiques à la grève générale politique ?

© MOUVEMENT SOCIAL : DEMANDEZ LE PROGRAMME

Après la journée de grève et de mobilisation massive du 19 janvier, le programme des jours à venir :

- ı Ce lundi 23 janvier : le texte a été présenté en conseil des Ministres. Pour l'instant, le gouvernement joue le rouleau compresseur et méprise le mouvement social. Il compte imposer sa mesure impopulaire à toute vitesse, en ignorant la contestation, et en se moquant d'elle dans les médias.
- ı Mercredi 25 janvier : Les cheminots appellent à rentrer en grève reconductible. Un préavis est déposé jusqu'au 2 février.
- ı Jeudi 26 janvier : Les raffineries, les ports, les docks et la branche de l'énergie appellent à 48h de grève d'affilée, en guise d'avertissement.
- ı Mardi 31 janvier : Deuxième sommation, avec une journée nationale de grève et manifestations. Un préavis de grève reconductible est posé dans le secteur de l'éducation. L'occasion de discuter d'une grève générale ?
- ı Lundi 06 février : Les raffineries et l'énergie appellent à 72h de grève d'affilée, qui peut être reconduite dans la durée.

Préparons-nous. Parlez-en autour de vous. Rejoignez les groupes actifs de votre ville. À suivre...

(posts de Contre Attaque)

Précaires bien avant la retraite

Avec la Startup Nation, soyons précaires du début à la fin de nos vies !

Images Clément Lanot : <https://fb.watch/ifnrhZRSxW/>

(post de Cerveaux non disponibles)